Barbara Alpern Engel, Breaking the Ties that Bound, The Politics of Marital Strife in Late Imperial Russia

Sandra Dahlke

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8040>

DOI : 10.4000/monderusse.8040

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 374-377

ISBN : 978-2-7132-2441-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Sandra Dahlke, « Barbara Alpern Engel, Breaking the Ties that Bound, The Politics of Marital Strife in Late Imperial Russia », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 55/3-4 | 2014, mis en ligne le 10 avril 2015, Consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8040> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.8040>

Ce document a été généré automatiquement le 25 septembre 2020.

Barbara Alpern Engel, *Breaking the Ties that Bound, The Politics of Marital Strife in Late Imperial Russia*

Sandra Dahlke

RÉFÉRENCE

Barbara ALPERN ENGEL, *Breaking the Ties that Bound, The Politics of Marital Strife in Late Imperial Russia*, Ithaca – New York : Cornell University Press, 2011, xi + 282 p.

- 1 Le nouvel ouvrage de Barbara Alpern Engel invite à la réflexion ainsi qu'à la contestation de ses hypothèses. Le livre a pour sujet le mariage, le divorce et la relation entre les sexes à la fin du régime impérial et son auteur ne cache pas ses convictions, c'est-à-dire ses prédispositions féministes et sa forte empathie pour la cause, les malheurs et les intérêts des femmes. D'un côté, elle explore les transformations des imaginaires et des pratiques de la vie conjugale dans une période d'énormes bouleversements, d'urbanisation rapide, de changement des modes de vie et des relations sociales. De l'autre, elle étudie comment l'administration de l'État autocratique ainsi que ses institutions judiciaires ont pris en compte les défis que posaient ces transformations, comment ils ont répondu aux nouvelles attentes et aspirations des contemporains à l'égard du mariage, de la vie conjugale, de la famille et des relations entre les sexes.
- 2 L'auteur utilise des sources très diverses, la plupart publiées, comme des Mémoires, des journaux intimes, la presse, des œuvres littéraires, des livres d'instruction, mais elle fonde son argumentation principalement sur des dossiers de pétitions déposées auprès de la Chancellerie des requêtes adressées à Sa Majesté impériale. Cette chancellerie opérait en dehors de la procédure légale des tribunaux et rendait justice directement

au nom de l'empereur. Le choix de cette source est bien justifié par l'auteur. Étant donné que la législation de l'empire sur le mariage et la famille était la plus sévère d'Europe et que l'Église défendait son droit de régler toutes les questions d'état civil, le divorce et même la séparation d'un couple marié demeuraient pratiquement impossibles, sauf en cas d'impuissance, d'adultère ou de bannissement d'un des époux. Les femmes étaient obligées par la loi d'obéir à leurs maris. Ainsi, soumettre une requête auprès de la chancellerie impériale était un des rares moyens d'obtenir au moins la séparation et, pour les femmes, le droit d'avoir un passeport sans la permission du mari. La plupart des requêtes étudiées par l'auteur furent rédigées par des femmes qui essayaient d'obtenir la permission de recevoir un passeport et donc d'être libres de leurs mouvements et de vivre séparément de leur époux. Pour justifier leur requête, ces femmes se plaignaient souvent de la violence domestique dont elles faisaient l'objet, ou du fait que leur époux s'était approprié illégalement leurs biens, ce qui constituait des raisons juridiquement insuffisantes pour obtenir un divorce. La plupart des pétitionnaires dont les cas ont été étudiés par l'auteur appartenaient aux classes moyennes, laborieuses et citadines, du monde du petit peuple urbain (*meščanstvo*) et des marchands (*kupečestvo*).

- 3 Les dossiers de la chancellerie impériale sont très riches à plusieurs égards. Ils ont été conservés entièrement et reflètent tout le processus de l'enquête administrative qui se déroulait à huis clos. Ils contiennent les pétitions, les interrogatoires des témoins, les pièces de l'enquête policière, les réponses des époux et le verdict de la chancellerie. L'auteur fait parler son matériel de façon fascinante. À travers cette source, Barbara Alpern Engel montre la transformation des représentations de la vie conjugale non seulement à cause des changements rapides dans les conditions de vie, mais aussi parce que l'idéal de l'amour romantique – l'idée que le mariage doit être fondé certes sur des considérations économiques, mais surtout sur l'affection et le respect mutuels des époux –, commençait à pénétrer l'horizon des classes moyennes. C'est une transformation que l'auteur attribue largement à la consommation croissante des œuvres littéraires, surtout par l'intermédiaire de leur vulgarisation, parmi les citadins. Inspirées par ces lectures, les pétitionnaires de la fin du XIX^e siècle apprirent à s'adresser aux représentants de l'administration de l'État autocratique et adaptèrent aisément leurs stratégies rhétoriques à cet idéal de l'amour romantique. Bien plus, selon l'auteur, elles commencèrent à appréhender cet idéal comme quelque chose qu'elles avaient le droit de revendiquer.
- 4 Cet ouvrage est donc une contribution à l'histoire sociale ainsi qu'à l'histoire des pratiques ambivalentes du droit et de la justice. Il peut en effet être lu comme l'histoire de la concurrence entre deux principes de règlement des litiges privés : celui de l'intervention administrative et celui de la procédure légale des tribunaux réformés. Alors que la législation familiale de l'empire russe était la plus restrictive d'Europe, la législation sur la propriété garantissait aux femmes, à la différence de leurs pairs en Europe occidentale, le droit de disposer de leurs biens et de gérer leur propriété indépendamment de leur mari. Ce droit touchait également aux questions de la liberté de mouvement, qui était une condition essentielle pour mener des affaires. Or cette liberté était en même temps sévèrement restreinte par la législation familiale. Dans ces conditions, les femmes avaient souvent recours à une double stratégie pour revendiquer leur droit à disposer librement de leur propriété, pour obtenir un passeport et donc aussi, indirectement, avoir le droit de vivre séparément de leur mari. D'une part, elles intentaient un procès à l'époux devant les tribunaux civils. De l'autre,

souvent après l'échec de la procédure devant les tribunaux réguliers, elles déposaient une pétition auprès de la chancellerie. L'auteur décrit en détail le fonctionnement de cette haute instance administrative, la mentalité de ses fonctionnaires, hommes en général lettrés et cultivés, ainsi que la procédure secrète de l'enquête, menée par la police sur ordre de la chancellerie. Elle montre que chaque cas était instruit de façon méticuleuse par ces hauts fonctionnaires. Ceux-ci, bien que souvent conservateurs et d'attitude patriarcale, prenaient des décisions équilibrées, flexibles, réalistes, voire progressistes par rapport aux représentations traditionnelles du mariage défendues par les autorités ecclésiastiques. L'auteur montre que ces hommes éduqués, sensibles aux phénomènes de la violence domestique et de la dépendance économique dont étaient victimes les femmes, prenaient très souvent des décisions pragmatiques en leur faveur. En leur garantissant un passeport et ainsi une séparation de fait, ils leur permettaient de contourner les anachronismes de la loi familiale.

- 5 Sans fonder son argumentation sur une comparaison systématique, l'auteur avance l'hypothèse que les verdicts rendus par la chancellerie et ses fonctionnaires en dehors de la procédure judiciaire étaient souvent mieux adaptés aux revendications émancipatrices des femmes que ceux rendus par les jurés des tribunaux réformés, pour la plupart hommes d'origine paysanne ou issus de la petite bourgeoisie, en général moins éduqués et plus encastrés dans la société traditionnelle. Les jugements des représentants d'une institution autocratique paternaliste lui paraissent généralement plus modernes et plus humains que ceux portés par la nouvelle justice réformée. Cet argument met en question les certitudes et les jugements de valeur émis par les contemporains libéraux, souvent eux-mêmes des juristes, et reproduits par une historiographie à la recherche d'une société civile dans l'empire russe. Contre cette façon d'opposer un État autocratique réactionnaire et répressif et un système judiciaire moderne et libéral, l'auteur va jusqu'à contester la pertinence même de notre notion de la modernité. Selon elle, une institution moderne, transparente et publique ne crée pas forcément de la liberté et des conditions de vie meilleures ; une institution administrative conservatrice ne prend pas automatiquement des décisions réactionnaires et répressives. L'ironie, d'après elle, consiste plutôt dans le fait que les décisions de la chancellerie, certes souvent avantageuses pour les intérêts des femmes et adaptées aux transformations sociales, mais prises à huis clos de façon paternaliste et sans considération des principes abstraits d'une procédure légale, empêchèrent finalement que le principe même de la légalité fût assimilé et accepté par la population. L'auteur constate avec un certain regret que le transfert subséquent des conflits familiaux aux tribunaux réguliers après 1900 mit fin au mode d'opération équilibré qui avait caractérisé les jugements de la chancellerie. Implicitement, les résultats de son analyse confirment le point de vue de Jörg Baberowski, à savoir que la mise en place d'un système judiciaire progressiste fut prématurée dans l'empire et que l'administration de l'autocratie était souvent plus efficace et mieux adaptée aux conditions d'une société hétérogène en plein bouleversement qu'on ne le croit¹. Sous un autre angle, son argumentaire soutient l'interprétation de Laura Engelstein, selon qui la tutelle d'une administration répressive empêcha le développement dans la population d'une conscience légale et finalement de la capacité à s'autodiscipliner².
- 6 Les réflexions de Barbara Alpern Engel sont toujours stimulantes, complexes et bien fondées. Mais on peut regretter le manque de systématisme dans ses comparaisons, et un certain anachronisme. Premièrement, malgré le caractère sophistiqué de son étude, l'auteur oublie d'explicitier et d'historiciser l'idéal-type de la société civile, et surtout

des droits des femmes, qui est constamment présent dans son travail en tant que troisième terme de comparaison. Deuxièmement, le choix des sources manque d'équilibre et ainsi anticipe souvent les résultats de l'étude. L'auteur ne consulte pas de dossiers judiciaires à strictement parler et ne discute pas suffisamment les travaux qui concernent le fonctionnement de la procédure devant les tribunaux, le droit à la propriété et les conflits familiaux sur la gestion de la propriété et la disposition des biens, comme les monographies de Michelle Lamarche Marrese³, Galina Uljanova⁴ et Jane Burbank⁵ par exemple. Ainsi sa comparaison de la juridiction de la chancellerie avec celle des tribunaux reste forcément assez hypothétique. Uljanova, en particulier, a étudié pour la même période, en se fondant sur des dossiers judiciaires, le comportement des classes moyennes dans les conflits familiaux sur la propriété et est parvenue à une évaluation beaucoup plus positive des résultats obtenus par les femmes qui intentèrent un procès à leur époux devant les tribunaux.

- 7 Malgré ces points critiquables, Barbara Alpern Engel offre au lecteur un portrait convaincant, complexe et parlant d'une société dans une période de bouleversement et surtout de transformation des imaginaires en ce qui concerne les relations entre les sexes et le droit de l'individu. Son analyse profonde du fonctionnement de la chancellerie impériale est indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à la pratique du droit et de la justice dans l'empire.

NOTES

1. Jörg Baberowski, *Autokratie und Justiz: Zum Verhältnis von Rechtsstaatlichkeit und Rückständigkeit im ausgehenden Zarenreich 1864-1914*, Frankfurt a.M. : Vittorio Klostermann, 1996.
  2. Laura Engelstein, « Combined Underdevelopment. Discipline and the Law in Imperial and Soviet Russia », *American Historical Review*, 98 (2), 1993, p. 338-353.
  3. Michelle Lamarche Marrese, *A Women's Kingdom : Noblewomen and the Control of Property in Russia, 1700-1861*, Ithaca – New York : Cornell University Press, 2002.
  4. Galina Uljanova, *Female Entrepreneurs in Nineteenth-Century Russia*, London : Pickering & Chatto, 2009.
  5. Jane Burbank, *Russian Peasants Go to Court : Legal Culture in the Countryside, 1905-1917*, Bloomington : Indiana University Press, 2004.
-

AUTEURS

SANDRA DAHLKE

Deutsches Historisches Institut, Moskau